



Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme

ORGANISATION INTERNATIONALE NON GOUVERNEMENTALE AYANT STATUT CONSULTATIF AUPRES DES NATIONS UNIES, DE L'UNESCO,  
DU CONSEIL DE L'EUROPE ET D'OBSERVATEUR AUPRES DE LA COMMISSION AFRICAINE DES DROITS DE L'HOMME ET DES PEUPLES

International Federation  
for Human Rights

Federación Internacional  
de los Derechos Humanos

الفدرالية الدولية لحقوق الإنسان

# Communiqué

## Russie : Les droits de l'Homme en deuil

### après l'assassinat de l'avocat Stanislav Markelov à Moscou

**Paris, 20 janvier 2009** - Lundi 19 janvier 2009 Stanislav Markelov, avocat russe, a été tué d'un coup de feu dans la nuque en plein centre de Moscou<sup>1</sup>. Anastassia Babourova, pigiste au journal indépendant *Novaïa Gazeta* qui l'accompagnait a succombé à ses blessures à l'hôpital. La nouvelle est accablante.

Ce meurtre intervient à quelques jours de celui à Vienne d'Oumar Israilov, témoin dans un dossier devant la Cour Européenne des Droits de l'Homme impliquant directement le président tchétchène R. Kadyrov pour actes d'enlèvements et de tortures. Il illustre une systématisation des attaques violentes contre tous ceux qui s'attaquent à l'impunité croissante en Fédération de Russie. Les défenseurs des droits de l'Homme, les témoins, les avocats et les journalistes qui interviennent dans les procès politiquement sensibles sont en danger de mort.

Stanislav Markelov, âgé de 34 ans, était connu pour son courage et son engagement en faveur du respect du droit sur l'ensemble du territoire russe, pour tous les citoyens de Russie, sans discrimination. L'indépendance de la justice était son obsession. Stanislav Markelov avait défendu de nombreux civils tchétchènes, et notamment la famille Koungaev, dont la fille, Elsa, avait été tuée en Tchétchénie par le colonel Boudanov en mars 2000. Condamné à 10 ans de prison en 2003, le colonel Boudanov avait été remis en liberté conditionnelle le 15 janvier 2009. S. Markelov avait fait appel de cette décision, mais son appel avait été repoussé par le tribunal de la ville de Dimitrovgrad. Le meurtre s'est produit quand S. Markelov rentrait d'une conférence de presse où il avait annoncé qu'il entendait contester cette décision devant la Cour suprême de Russie, voire devant une instance internationale si sa demande était rejetée.

*"Nous sommes consternés par l'annonce de l'assassinat de M. Markelov. Cet avocat, avec un courage et une abnégation rare, était toujours aux côtés des victimes de l'arbitraire et s'attaquait à l'impunité, un des plus gros fléaux de la Russie. Cet assassinat vient une fois de plus illustrer la menace constante qui pèse sur les défenseurs des droits de l'Homme, les avocats, les journalistes : tous ceux qui témoignent et militent contre l'impunité et la répression en Russie",* a déclaré Souhayr Belhassen, présidente de la FIDH.

Son engagement – sans compromis – avait déjà valu à S. Markelov des menaces et des agressions. Il avait été violemment agressé en avril 2004, alors qu'il tentait d'obtenir justice dans l'affaire Zelimkhan Mourdalov, un étudiant tchétchène mort sous la torture.

S. Markelov était également menacé pour son travail de défense de militants antifascistes à Moscou (notamment d'Alexander Rioukhine, tué par des néo-nazis en avril 2006), et des activistes des luttes sociales et écologistes. Il défendait Mikhaïl Beketov, rédacteur en chef de la *Pravda de Khimki*, brutalement agressé au mois de novembre 2008. Il était aussi aux côtés des victimes de la prise d'otages au théâtre de la Doubrovka en octobre 2002 (affaire Nord-Ost). Sa route avait croisé à de nombreuses reprises celle d'Anna Politkovskaïa, journaliste à *Novaïa Gazeta*, assassinée en 2006.

La FIDH exprime ses sincères condoléances à la famille et aux proches de Me Markelov.

La FIDH demande aux autorités russes d'assurer qu'une enquête impartiale et efficace soit menée sur cet assassinat, ainsi que sur tous les attaques et menaces contre les défenseurs des droits de l'Homme et les porteurs des voix critiques, afin que les auteurs et les éventuels commanditaires soient traduits devant la justice.

La FIDH exige que la sécurité des défenseurs des droits de l'Homme, des avocats et des journalistes soit garantie conformément aux engagements souscrit par la Russie et aux recommandations de nombreux mécanismes régionaux et internationaux de protection de droits de l'Homme.

<sup>1</sup> Cf. Appel urgent de l'Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'Homme (FIDH-OMCT), RUS 001/0109/OBS 010